

SÉRIE DE PUBLICATIONS OCCASIONNELLES DE SAIIA

Analyser les questions essentielles de politique
et de gouvernance en Afrique et au-delà



LEÇONS POUR UN ACTIVISME CITOYEN EFFICACE : LA CAMPAGNE ANTI-TROISIÈME MANDAT EN ZAMBIE

Chomba Chella et Simon Kabanda

Numéro 6, juillet 2008

A propos de SAIIA

L'Institut Sud-africain des Affaires Internationales (SAIIA) est fier d'être depuis longtemps reconnu comme le premier institut de recherches sur les questions internationales en Afrique du Sud. Nous sommes une cellule de réflexion indépendante, non-gouvernementale, dont les objectifs stratégiques principaux sont d'apporter une contribution efficace à la politique du gouvernement et d'encourager un débat plus large et mieux informé sur les affaires internationales. C'est à la fois un centre de recherche d'excellence et un lieu de rencontre pour stimuler les discussions publiques. Les articles dans cette collection présentent des analyses thématiques acerbes et offrent un ensemble de perspectives sur les politiques-clés et questions de gouvernance en Afrique et au-delà.

A propos du programme

Depuis 2002, le Programme de Gouvernance et du MAEP du SAIIA a permis la promotion de débats publics et la production d'étude sur les questions de gouvernance critique et de développement en Afrique et au-delà. Ce programme a pour but de perfectionner les décisions politiques publiques en associant les gouvernements, les citoyens et les chercheurs à travers un ensemble de publications, d'ateliers-formateurs et d'associations de recherche. Le projet a travaillé sur le Mécanisme Africain d'Evaluation par les Pairs et sur la gouvernance dans presque 20 pays d'Afrique. SAIIA est ouvert à toutes propositions de documents originaux relatifs à la bonne gouvernance et considérer leur publication dans cette collection.

Editeurs de cette collection : Steven Gruzd steven.gruzd@wits.ac.za et Ross Herbert ross.herbert@wits.ac.za

Le Programme de Gouvernance et du MAEP tient à remercier Dianna Games, John Gaunt, Rex Gibson, Barbara Ludman, Richard Steyn and Pat Tucker pour leur assistance éditoriale dans la préparation de ces articles. Traduction Française faite par A la French www.alafrench.co.za et Beullens Consulting fabien@bconsult.co.za L'édition des textes traduits a été faite par Faten Aggad du SAIIA.

SAIIA présente sa reconnaissance envers l'Ambassade du Royaume des Pays-Bas en Afrique du sud qui a soutenu généreusement le Programme de Gouvernance et du MAEP dans cette collection.

Autres publications

Le Mécanisme Africain d'Evaluation par les Pairs : Leçons à tirer des pionniers est la première étude approfondie sur le MAEP, elle examine ses défis pratiques, théoriques et diplomatiques. Les difficultés rencontrées par la population civile pour faire entendre leur voix ont été illustrées dans des études de cas au Ghana, au Kenya, au Rwanda, à l'Île Maurice et en Afrique du Sud. Cette étude présente 80 recommandations pour renforcer le MAEP.

Le DVD-Rom *MAEP : les outils de travail* est une librairie électronique de ressources pour les universitaires, les diplomates et les activistes. Il a été créé en anglais et en français, et inclus des interviews filmées, des guides sur les mécanismes et enquêtes de responsabilité participative, un ensemble complet des documents officiels du MAEP; les normes de bonne gouvernance et plusieurs articles et rapports de conférence. Ce DVD-Rom est inclus dans le livre '*Le Mécanisme Africain d'Evaluation par les Pairs : Leçons à tirer des pionniers*'.

Les normes de Gouvernance du MAEP : une collection classé contient toutes les normes et codes mentionnés dans le MAEP que les pays signataires doivent ratifier et appliquer, le tout réuni dans un volume de 600 pages et aussi disponible en français.

Réussir la planification de l'évaluation par les Pairs : guide pour les points focaux expose les principes pour diriger un procédé MAEP national robuste et crédible. Cet ouvrage fournit des conseils pratiques sur la façon de former des institutions, conduire des recherches, l'implication du public, les prévisions budgétaires et les médias. Aussi disponible en français et en portugais.

Comment influencer le MAEP : un guide pour la société civile donne des conseils stratégiques et tactiques aux organisations de la société civile sur la façon de s'engager avec les différents acteurs et institutions, afin d'avoir un impact politique dans le cadre de leur processus de MAEP. Aussi disponible en français et en portugais.

Institut Sud-Africain d'Affaires Internationales
Jan Smuts House, East Campus, University of the Witwatersrand
PO Box 31596, Braamfontein 2017, Johannesburg, South Africa
Tel +27 11 339-2021 • Fax +27 11 339-2154
www.saiia.org.za • info@saiia.org.za

Couverture conçue par Claire Waters

©SAIIA. Tous droits réservés. Toute reproduction, utilisation, stockage dans un système d'extraction ou transmission en tout ou en partie de cette publication, sous quelque forme ou par quelque moyen que ce soit — support électronique ou mécanique, photocopie ou autre — est interdite sans l'autorisation expresse de l'éditeur. Les opinions exprimées sont celles de l'auteur (ou des auteurs) et ne traduisent pas nécessairement celles du SAIIA.

SÉRIE DE PUBLICATIONS OCCASIONNELLES DE SAIIA



**Analyser les questions essentielles de politique
et de gouvernance en Afrique et au-delà**

LEÇONS POUR UN ACTIVISME CITOYEN EFFICACE : LA CAMPAGNE ANTI-TROISIÈME MANDAT EN ZAMBIE Chomba Chella et Simon Kabanda

Numéro 6, juillet 2008

Résumé

En 2001, le Président zambien, Frederick Chiluba, a tenté de modifier la Constitution du pays pour pouvoir se présenter à un troisième mandat. Chiluba et ses partisans ont utilisé diverses tactiques pour susciter le soutien de la population à cette manœuvre. Ainsi, un Bureau des Administrateurs de district a été créé avec un personnel composé de cadres du parti envoyés dans les districts pour s'assurer que personne ne s'opposerait au troisième terme, même si la violence était nécessaire pour changer les esprits des opposants. Les chefs traditionnels ont été la cible de pressions, souvent trompés pour les convaincre qu'ils signaient en faveur d'une augmentation des subventions.

Cette manœuvre n'a pas fonctionné. Des activistes issus de plusieurs groupes de la société civile – parmi eux, des avocats, des chefs religieux, des organisations de femmes, des groupes de jeunes, des activistes de défense des droits de l'Homme et des syndicalistes – ont été rejoints par des membres individuels du parlement qui se sont opposés au changement de la Constitution pour former un organisme parapluie, le Forum Oasis. Les groupes ont mobilisé leurs propres partisans – le clergé a organisé des réunions de prière ; les parlementaires ont fait pression sur leurs collègues et ont écrit des articles destinés à la presse indépendante ; les avocats et autres ont organisé des débats et des discussions. Des campagnes populaires ciblaient les citoyens ordinaires, qui portaient des rubans verts pour montrer leur désaccord face à un changement de la Constitution, et sifflaient ou klaxonnaient à des moments précis.

Ces manifestations du pouvoir du peuple se sont avérées efficaces. Quelques semaines seulement après le début de la campagne, Chiluba a annoncé qu'il ne se présenterait pas à un troisième mandat.

Chomba Chella est le directeur exécutif du Centre zambien pour le dialogue entre les partis et Simon Kabanda est le secrétaire exécutif du Forum Citoyens. Chella travaillait pour le Forum Oasis, et Kabanda était l'un des activistes impliqués dans la campagne contre un troisième mandat du président. En tant qu'animateur de terrain avec les Femmes pour le changement, une ONG locale, il a voyagé dans tout le pays pour mobiliser et organiser des activités de campagne en 2000 et en 2001. Une première version de cet article a été présentée lors de l'atelier « MAEP et Réforme » organisé par l'Institut Sud-africain des Affaires Internationales (SAIIA) au Birchwood Hotel à Johannesburg, du 20 au 22 novembre 2007.

La lutte constitutionnelle zambienne

La Zambie est devenue une démocratie multipartite au moment de l'indépendance en 1964. La première génération de dirigeants politiques, sous le Président Kenneth Kaunda, a proposé une règle de parti unique comme moyen d'éliminer les conflits politiques, c'est du moins ce qu'ils affirmaient, pour créer un ordre politique uni. Le 25 février 1972, Kaunda a annoncé que le Conseil des ministres avait décidé que la Zambie deviendrait un Etat à parti unique. Une commission d'enquête dirigée par le Vice-président d'alors, Mainza Chona (la Commission Chona), a été nommée le 30 mars 1972 pour recevoir des preuves sur la forme qu'une Zambie à parti unique devrait adopter. La commission n'était pas autorisée à considérer les arguments allant à l'encontre de la proposition.

L'imposition d'un Etat à parti unique et les défis associés ont constitué la base de la lutte démocratique jusqu'en 1991, lorsque Chiluba et le Mouvement pour la Démocratie Multipartite (MMD) ont détrôné avec succès Kaunda, le premier président.

Au cours de la campagne électorale de 1991, le MMD a promis de réécrire la Constitution afin de renforcer les libertés civiles et de garantir la séparation des partis et de l'Etat. Au pouvoir, le gouvernement MMD s'est d'abord montré réticent à accomplir cette mission, mais a finalement cédé devant la pression locale et internationale.

En novembre 1993, la Commission de Révision de la Constitution Mwanakatwe (CRC) a été nommée. En juin 1995, elle a proposé des recommandations à grande portée, dont l'adoption d'une nouvelle Constitution via une Assemblée constituante. L'administration Chiluba a cependant rejeté plus de 70 % des recommandations, y compris celles relatives à son mode d'adoption. Globalement, il a été considéré que les amendements effectués en 1996 manquaient de légitimité populaire, car ils ignoraient l'essentiel des propositions apportées par le peuple.

De plus, ils ont introduit des clauses controversées, dont celle visant à exclure les chefs de la politique. La clause – « Une personne ne devra pas, tout en restant Chef, joindre ou participer à la politique » - reste controversée à ce jour.¹

Une autre disposition de 1996 était la « clause des liens de parenté », controversée. Elle stipulait que les parents des candidats présidentiels devaient être zambiens de naissance ou d'origine. Cela disqualifiait Kaunda, qui était activement revenu à la politique après sa défaite de 1991. Ses parents étaient malawiens. La clause a poussé le Parti national uni de l'Indépendance (UNIP) de Kaunda, le plus grand parti d'opposition, à boycotter les élections de 1996.

En vertu de la Constitution de 1991, un candidat présidentiel vainqueur doit réunir plus de 50 % des votes. Les amendements de 1996 autorisent un président à être élu à la simple majorité – à savoir, davantage de votes que le 2^e candidat en termes de popularité. Cet amendement était controversé car il pouvait signifier qu'un président élu n'avait pas obtenu le soutien de la majorité de l'électorat. D'un autre côté, la Constitution de 1996 limitait le mandat du président à deux fois cinq ans, une restriction approuvée par la majorité des Zambiens pour s'assurer que les dirigeants politiques seraient responsables devant l'électorat et ne resteraient pas trop longtemps au pouvoir. Mais « l'establishment » a tenté de faire passer des amendements constitutionnels prévoyant un troisième terme, ce qui aurait permis à Chiluba d'être éligible en 2001.

Racines de la campagne du troisième mandat

Les manœuvres de Chiluba en vue d'un troisième mandat étaient astucieusement planifiées. Au cours d'une conférence de presse le 1^{er} décembre 1999, il a annoncé la création du Bureau des Administrateurs de District (AD) et expliqué ce que ces fonctionnaires du gouvernement feraient. Selon *The Times of Zambia* ² :

Les Administrateurs de District [...] gèreront les affaires gouvernementales au niveau du district [...] différents ministères, départements gouvernementaux et organes semi-autonomes travaillaient actuellement trop séparément. [Chiluba] a affirmé que [...] les AD étaient nécessaires pour harmoniser les opérations. Les AD [...] superviseront tous les départements du gouvernement, travailleront à la mobilisation politique et sociale du peuple, étudieront les affaires des Chefs et sauront ce qui se passe pour que la démocratie prospère [...] ils seraient chargés de l'ordre public en garantissant une harmonie entre les organes de mise en application de la loi et la société civile.

Ce mouvement inattendu semblait constituer une réintroduction du Bureau du Gouverneur de District (GD) qui existait durant l'ère du parti unique. Les GD étaient des cadres du parti et une de leurs missions essentielles consistait à s'assurer que le parti était solide au niveau du district. Lorsque le MMD est arrivé au pouvoir en 1991, il a aboli le bureau en raison de sa nature partisane et non professionnelle. Bon nombre se sont demandés pourquoi le MMD nommait à présent des cadres du parti, embrassant par conséquent le manque même de professionnalisme dans le service civil qu'il avait dénoncé huit ans plus tôt.

Au cours de la même conférence de presse, Chiluba a déclaré qu'il n'allait pas se présenter pour un troisième mandat :³

« J'ai décidé de ne pas me présenter de moi-même, sans aucune pression de la part de qui que ce soit. Je pense que l'on ne peut prétendre au succès sans un successeur », a déclaré le président. Il a déclaré qu'il n'y avait rien de mal à ce que des gens lui demandent de se présenter pour un autre mandat, mais a critiqué ceux qui lui conseillaient de ne pas se présenter après avoir rendu ses intentions claires à plusieurs reprises. Il a affirmé qu'il était démocrate et qu'il ne se transformerait pas en anarchiste en allant à l'encontre de sa décision bien intentionnée de donner [une] chance à d'autres personnes aux idées nouvelles.

Il s'agissait d'une annonce étrange étant donné que la Constitution était très claire sur la limite des deux mandats. Son motif est cependant devenu clair lorsque les AD ont commencé à prendre fait et cause pour un changement constitutionnel accordant à Chiluba un troisième mandat.

Ce qui semblait initialement être un débat national civilisé se caractérisa bientôt par une violence et des insultes. Ceux qui étaient identifiés comme étant contre un troisième mandat étaient battus. Les AD étaient au premier rang de la mobilisation des cadres du MMD pour « gérer » ou « régler » les dissidents. Leur comportement inquiétait nombre de Zambiens, y compris des ministres du gouvernement, qui ont été persécutés. En mars 2001, le vice-président a critiqué devant le parlement le militantisme des AD. Ce fait a été rapporté dans les médias de la façon suivante :⁴

Le vice-président, Christon Tembo, s'en est pris hier à certains administrateurs de district, en décrivant leur comportement comme contraire à l'objectif de leur bureau. [II] a cité l'administrateur du district (AD) de Kitwe, Joshua Mutisa, pour avoir récemment asséné un coup de poing au Ministre de l'agriculture Suresh Desai à Monze, le DA Mumbwa pour avoir attaqué le clergé et le DA de Lusaka, Stephen Bwalya, pour avoir déclaré Lusaka zone interdite aux ministres s'opposant au troisième mandat du Président Frederick Chiluba.

En 2001, une clique d'AD et certains cadres du MMD ont commencé à se donner le nom de « Ku Klux Klan », préconisant la violence contre les militants et les sympathisants opposés au troisième mandat. Ce qui incita l'Association des avocats de Zambie (LAZ) et certains syndicats à porter l'affaire devant le tribunal en mai. Ce fait a été rapporté de la façon suivante :⁵

L'Association des avocats de Zambie (LAZ), le Congrès zambien des syndicats (ZCTU) et l'Union syndicale des agents fonctionnaires de Zambie (CSUZ) ont été autorisés à demander une ordonnance du tribunal pour que les administrateurs de district (AD) ne participent pas à la politique [...] la LAZ, le ZCTU et la CSUZ ont poursuivi le Procureur général en raison des actions des AD qui, en leur qualité de fonctionnaires, ont continué à s'engager dans la politique [...] Ils ont aussi affirmé que les secrétaires permanents provinciaux n'avaient pas dénoncé à la police lesdits AD qui étaient employés sous leur responsabilité lorsqu'ils avaient commis un délit et/ou avaient négligé de le faire [...] Les AD sont obligés de consacrer leur temps au service exclusif du gouvernement et n'ont pas la liberté de consacrer leur temps à solliciter des intérêts politiques ou partisans [...]

Contrairement à ces faits, certains AD sont des membres haut placés actifs du parti MMD et ne consacrent pas l'intégralité de leur temps de travail au service public [...] les AD ont été activement impliqués à promouvoir un troisième mandat en faveur du président républicain en exercice, ont participé aux conférences provinciales du parti MMD et ont émis à plusieurs reprises des déclarations politiques dans les médias électroniques et dans la presse. Dans une déclaration publiée dans l'édition du 7 avril 2001 du journal *The Post*, neuf AD ont menacé de violence et d'insultes raciales extrêmes. « A partir de maintenant, nous travaillerons comme le Ku Klux Klan (KKK) et travailleront à éliminer ceux qui ne font pas l'affaire afin de débarrasser notre société de ces scélérats », lisait-on dans la déclaration. Les AD réagissaient aux sentiments anti-troisième mandat exprimés par le parlementaire indépendant central de Lusaka, Dipak Patel.

Il était très clair que la campagne en faveur d'un troisième mandat était dirigée par une force, probablement au sein du MMD, visant à mobiliser les cadres du parti à approuver le changement constitutionnel nécessaire. En conséquence, les conventions provinciales du MMD dans quatre des neuf provinces de Zambie ont approuvé la tentative de troisième mandat de Chiluba. Les conventions du parti ne se sont pas déroulées sans incident, car les cadres ont malmené les dissidents, y compris des ministres du gouvernement. On pouvait lire dans un article de presse relatant les événements dans la Province occidentale ⁶ :

Commentant la conférence tout juste terminée du MMD dans la Province occidentale, tous ceux qui se sont opposés à la tentative de troisième mandat du Président Frederick Chiluba n'ont pas été autorisés à participer, Harrington [un ministre du gouvernement] a affirmé que le maintien de la Constitution aiderait à préserver l'intégrité du Président Chiluba. [...] La conférence s'est caractérisée par des intimidations et des insultes de la part des cadres indisciplinés du MMD basés à Lusaka et dans la Copperbelt.

A Namushakende, lieu de la conférence, certains administrateurs de district (AD) auraient brandi leur pistolet tandis que d'autres cadres se déplaçaient librement avec leurs couteaux et pangas à la vue des officiers de polices. Selon des sources policières sur le lieu, quatre jeunes du MMD ont été arrêtés mais le Ministre de l'Intérieur, Peter Machungwa, a ordonné leur libération.

D'autres cas de cadres du MMD, essentiellement organisés par les AD, harcelant les partisans anti-troisième mandat, ont été relevés. Un cadre de la base particulièrement agressif a été promu par le parti à un poste où elle communiquait directement avec le président :⁷

Le secrétaire national du MMD au pouvoir, Michael Sata, a nommé l'organisatrice du district de Lusaka, Esther Nakawala, coordinatrice provinciale en chef pour la Province Lusaka [...] Nakawala a dirigé le mois dernier un groupe de jeunes indisciplinés du MMD basés à Lusaka et a pris d'assaut le bureau du ministre adjoint du Travail et de l'Approvisionnement, Yusuf Badat, demandant à savoir quel camp du débat actuel sur le troisième mandat il défendait. Elle a ensuite dénoncé la décision de la Ministre du travail, Edith Nawakwi, de s'opposer à la tentative de troisième mandat du Président Frederick Chiluba. Nakawala a également inondé le Ministre de l'agriculture, Suresh Desai, de remarques racistes, à l'aéroport international de Lusaka. Elle aurait dit à Desai de retourner en Inde.

A Chingola, dans la Province Copperbelt, un prêtre catholique a échappé à un lynchage. L'amertume d'un paroissien est évidente ⁸ :

Ces derniers temps, il est démoralisant et répugnant de voir des Chrétiens, des soldats et de nombreux chers Zambiens qui constituent la crème des intellectuels dans la région Sud être embarqués dans ces cris turbides, sinistres et entêtés [sic] sur la question du troisième mandat par un gang de « petits chiens » analphabètes et ne craignant pas Dieu (les administrateurs de district) [...] Des armes à feu sont distribués aux petits morveux du parti MMD – les cadres, comme des préservatifs. La brutalité et l'animosité sont chose courante chez les AD comme Mutisa de Kitwe au comportement animal et comme l'ancien caporal-chef Cosmas Mpampi de Chingola, qui, il y a quinze jours, a loué un parc d'autobus pleins de brutes du MMD pour aller lyncher le saint prêtre catholique dans une paroisse pour avoir condamné ces cris sinistres (l'infâme troisième mandat de Chiluba) au cours du sermon du dimanche des rameaux dernier. En conséquence, le prêtre ne peut même plus, de nos jours, célébrer la sainte messe en l'honneur de notre Seigneur Jésus Christ par peur d'être assassiné (la police est tout à fait consciente de ces événements mais à trop peur d'intervenir).

Le bureau de l'AD a reçu un financement substantiel pour mener la campagne de propagande en faveur du troisième mandat, apparemment de la chambre législative. Tandis que Chiluba lui-même restait manifestement silencieux, il était évident qu'il avait donné son accord tacite pour la campagne. Divers « groupes loués », de petites organisations non gouvernementales (ONG) peu connues et des églises, se sont soudainement élevés en faveur d'un troisième mandat. Ils ont affirmé que cela permettrait au président de continuer ses programmes de développement. Ils avaient été payés en contrepartie de ce soutien. Parmi eux se trouvait un organisme parapluie de petites églises Pentecôtistes, appelé les Eglises indépendantes de Zambie (ICOZ).

L'Organisation nationale pour l'éducation civique (NOCE) en faisait également partie. Au cours d'une conférence de presse en mars 2001, elle a proposé un sondage d'opinion au résultat prédéterminé ⁹ :

L'Assemblée générale de NOCE est pleinement consciente du fait que la Zambie est une démocratie constitutionnelle et de l'importance de disposer d'une constitution qui soit démocratique et qui reflète la volonté du peuple [...] Nous souhaiterions être d'accord par principe avec ceux qui avancent qu'il est nécessaire de protéger les constitutions nationales des manipulations, mais malheureusement, nous, les membres de la NOCE, souhaiterions déclarer que

nous trouvons extrêmement difficile de défendre la Constitution républicaine actuelle [...] Il est nécessaire de rectifier tous les défauts de la Constitution républicaine comme cela est énoncé dans le livre blanc rédigé par la société civile en 1996 et d'autres questions urgentes nécessitant l'attention, dont principalement la proposition pour que le président se présente à plus de deux mandats et la clause de citoyenneté.

Le Cabinet du Président a mis en place un stratagème pour influencer l'opinion publique. Parmi ces cibles, se trouvaient les chefs religieux ¹⁰ :

Un programme du cabinet du Président pour amener les chefs dans la campagne en faveur du troisième mandat du Président Frederick Chiluba a été exposé. Selon des sources du service de renseignement, en vertu du schéma, des déclarations pour la presse portant des signatures « contrefaites » de chefs et en faveur du troisième mandat du Président Chiluba seraient publiées dans des journaux, propriétés du gouvernement.

Les signatures de certains chefs traditionnels ont été obtenues grâce à de faux prétextes.¹¹ En janvier 2001, un fonctionnaire de la Province Copperbelt a profité d'un atelier des chefs traditionnels pour essayer d'obtenir des signatures (durant la nuit) en faveur du troisième mandat.¹² Un ministre de la Province centrale a invité des chefs traditionnels participant à un atelier à dîner. Aucun dîner n'était prévu, mais tandis qu'ils buvaient, un participant a été persuadé de lire une déclaration aux médias du gouvernement soutenant un troisième mandat et prétendant qu'elle était rédigée au nom de tous.¹³

Heureusement, tous les chefs ne sont pas restés passifs. Des chefs traditionnels de la Province occidentale auraient refusé de s'afficher à l'aéroport lorsque Chiluba s'est rendu : ¹⁴

Des sources au sein de l'Establishment royal Barotse a révélé que tous les grands chefs de la province avaient été approchés par les AD dans l'intention de les faire défiler pour souhaiter la bienvenue au Président Chiluba à l'aéroport de Mongu. Selon des sources, les AD auraient agi sous l'ordre de la chambre législative afin que les chefs locaux puissent être amenés à discuter avec le Président Chiluba d'une tentative de troisième mandat. Les chefs auraient refusé de s'afficher à l'aéroport Mongu et ont accepté de le rencontrer à Lealui [leur siège traditionnel].

Des chefs traditionnels de la Province du Sud se sont également opposés au troisième mandat :¹⁵

L'Association traditionnelle Tonga (TTA) a déclaré que la Province du Sud était une zone interdite aux parlementaires du MMD et cadres du parti qui soutenaient la tentative de troisième mandat du Président Frederick Chiluba.

Des tentatives pour organiser une réunion de tous les chefs traditionnels de la province avec Chiluba, visant à les faire changer d'avis, ont eu lieu¹⁶.

S'opposer au troisième mandat : La stratégie générale

Lorsqu'il est devenu clair que Chiluba (par l'intermédiaire de ses partisans) était déterminé à amender la Constitution pour autoriser un troisième mandat, et qu'il utilisait le Bureau des Administrateurs de District pour défendre la cause, des parlementaires, des églises et des institutions de la société civile ont commencé à s'exprimer ouvertement. Au cours de la session parlementaire de novembre 2000, des parlementaires ont refusé d'adopter un rapport du comité qui semblait suggérer que la limite de deux mandats de Chiluba en exercice devrait être comptabilisée à partir de 1996, lorsque la Constitution avait été amendée ¹⁷ :

Le président du Parlement, Amusaa Mwanamwambwa, a, hier, écourté le débat sur un troisième mandat du Président Frederick Chiluba et a informé les parlementaires que la question avait déjà été clarifiée au cours de la dernière séance de la Chambre. [...] le parlementaire indépendant Kapiri Mposhi, MacDonald Nkabika [...] a fait remarqué que le MMD faisait courir l'idée selon laquelle les deux mandats du Président Chiluba commençaient en 1996.

Le 23 janvier 2001, les dirigeants de trois organismes-mères d'églises se sont réunis et ont publié une déclaration brève mais puissante s'opposant au troisième mandat, et appelant Chiluba à se positionner sur la question connue ¹⁸ :

Trois des organismes-mères d'églises de la nation ont déclaré qu'ils ne pouvaient pas conseiller le Président Chiluba sur la question du troisième mandat car on ne pouvait avoir confiance en sa promesse, et qu'en conséquence, il s'agirait d'un exercice vain. La Conférence épiscopale zambienne (ZEC), Le Conseil chrétien de la Zambie (CCZ) et l'Association évangélique de Zambie (EFZ), au cours d'une conférence de presse présentée par le Secrétaire de la ZEC, le Père Ignatius Mwebwa a déclaré hier qu'ils ne songeaient pas rendre visite au Président Chiluba sur cette

question nationale car l'expérience passée avait montré que les promesses pour le bien et l'harmonie nationale s'étaient éteintes [...] « Il peut promettre que quelque chose sera fait et vous sortez ravi, mais l'action ne sera pas réalisée », a-t-il déclaré. Le révérend Père Mwebe a affirmé que l'Eglise s'opposait totalement aux appels en faveur d'un troisième mandat et pressait le Président Chiluba d'arrêter ces campagnes si l'on devait croire ses déclarations antérieures selon lesquelles il ne se présenterait pas à un troisième mandat.

Tandis que le débat prenait de la vitesse, l'Association des avocats de Zambie a publié une déclaration le 6 février 2001¹⁹ :

La LAZ a déclaré que la question du troisième mandat devrait être pleinement débattue par chacun, en particulier par les personnes qui comprennent totalement les implications relatives à toute modification de la Constitution.

Pendant ce temps, des OSC, des partis politiques d'opposition, des individus et des membres du MMD opposés à l'amendement de la Constitution, faisaient également entendre leur voix. En janvier 2001, un parlementaire de l'opposition a déclaré que « se présenter pour un troisième mandat représenterait une indiscipline totale de la part du Président Frederick Chiluba »²⁰. Le secrétaire général de l'UNIP a pressé les cadres du parti à « être prêts à sacrifier leur sang » pour le troisième mandat²¹. Le Parti Uni pour le Développement national (UPND) d'opposition a écrit une lettre ouverte au président l'implorant de ne pas se présenter. La lettre a été publiée sous forme de publicité payante dans la presse écrite²². Le Parti Républicain d'opposition a appelé le gouvernement à expliquer pourquoi [le] secrétaire permanent de la Province orientale, un fonctionnaire, avait soutenu ouvertement la tentative de troisième mandat de Frederick Chiluba²³.

L'Alliance nationale des Jeunes (NYA) a également condamné les manœuvres de Chiluba. Des étudiants des deux principales universités zambiennes ont manifesté.

Face à toute cette opposition, Chiluba a annoncé le 11 février 2001 qu'il se présenterait pour un troisième mandat si la majorité approuvait cette action²⁴. Cette annonce a intensifié les campagnes « pour » et « contre ». Quelques jours plus tard, le ministre des affaires juridiques a publié une déclaration s'opposant aux amendements constitutionnels.²⁵

Des parlementaires individuels s'opposaient également. Le parlementaire Centre indépendant de Lusaka, Dipak Patel, était le plus véhément. Il a acheté des espaces dans les journaux pour publier ses déclarations, d'anciennes citations de Chiluba et des dessins. Il a rendu un appel passionné²⁶ :

Je souhaite ajouter ma voix à l'hystérie orchestrée actuelle concernant la lointaine possibilité de changement de la Constitution républicaine qui permettrait au Président de se présenter pour un « troisième mandat » à la Présidence. La question est vouée à l'échec. La Zambie est à présent une nation démocratique, moderne, et non une république bananière. Une telle pensée est exactement ce qui a incité les gens à voter contre l'UNIP [au pouvoir de 1964 à 1991]. C'est en s'éloignant d'une telle flatterie servile que la victoire écrasante du MMD a été obtenue en 1991. Mon ami, le président, M. FJT Chiluba, sait que cela est vrai [...]. L'idée d'un « troisième mandat » est une idée révolue. Son heure est passée et ne doit pas revenir. J'appelle tous les Zambiens à se souvenir que nous avons laissé cela derrière nous il y a 10 ans. Ceux qui ne se rappellent plus les erreurs du passé sont condamnés à les répéter.

Des parlementaires et des ministres du MMD dissidents ont également acheté des espaces dans les journaux pour publier leurs messages.

En 1995, lorsqu'un livre blanc du gouvernement a rejeté la recommandation CRC Mwanakatwe pour une Assemblée constituante, les membres de la Commission catholique pour la justice et la paix (CCJP), l'Association zambienne d'éducation civique (ZCEA), les Femmes pour le changement (WfC), le Comité de coordination des ONG (NGOCC) et d'autres se sont rassemblés pour appeler à créer une telle assemblée. Dans de nombreux cas, leurs actions ont provoqué une confrontation avec le gouvernement, et abouti à des arrestations et à des détentions dans les cellules de la police.

La lutte pour une nouvelle Constitution et pour une Assemblée constituante a forgé des relations entre les activistes au niveau individuel. Ce sont ces mêmes personnes et organisations qui, en 2000/2001, étaient au premier rang de l'opposition au troisième mandat de Chiluba. Ils pouvaient constater que la cause n'avait pas changé, et ont commencé à élaborer ensemble une stratégie. Parmi les personnes notables impliquées se trouvaient le Révérend Père Joe Komakoma (CCJP), Emily Sikazwe (WfC) et Grace Kanyanga (NGOCC)²⁷.

L'Association des avocats de Zambie, un organisme de droit public de gens de loi, a également initié des discussions sur le troisième mandat. Ils ont rejoint les forces des groupes de la société civile pour maximiser l'impact. Parmi les personnes de la LAZ qui étaient initialement impliquées se trouvent Mundia Sikatana, Christopher Mundia et George Kunda. Dipak Patel, le parlementaire indépendant opposé au troisième mandat, faisait partie du groupe. Des dirigeants des trois organismes-mères d'églises se sont également fortement opposés au troisième mandat. Ses dirigeants – le révérend Sampa Bredt (CCZ), Le Révérend Père Ignatius Mwebe (ZEC) et l'évêque Paul Mususu (EFZ) – ont été cooptés²⁸.

Ce groupe a développé une stratégie générale visant à défendre la Constitution, et cela est devenu un simple appel au ralliement pour une gamme diverse de participants. La stratégie a été conçue pour empêcher une répétition des événements de 1996, lorsque le gouvernement avait modifié comme il le voulait la Constitution pour l'adapter à son agenda politique. Dans un avis publié dans la presse, la LAZ a défendu sa participation active comme étant « conforme à la Section 4(b) de la Loi de l'Association des avocats de Zambie, chapitre 31 du Droit en Zambie, qui exhorte les avocats à participer pleinement et efficacement au développement de la société et de ses institutions. »²⁹

Ce mouvement de résistance a culminé lors d'une réunion publique le 21 février 2001 au Restaurant Oasis à Lusaka, et a donné son nom au groupe : Le Forum Oasis. Parmi les participants se trouvaient des chefs traditionnels, des parlementaires, des citoyens du troisième âge, des dirigeants d'église, des activistes politiques, des militants de la société civile, des activistes de défense des droits de l'Homme, des étudiants, des syndicalistes et des membres de la population aux horizons divers.

Les rôles étaient clairement définis. La LAZ était l'esprit juridique appliqué à l'amendement de la Constitution ; les organismes-mères d'églises donnaient une autorité morale à la campagne. Le CCJP et le NGOCC ont mobilisé une participation au niveau populaire, le WfC a mobilisé les chefs traditionnels³⁰, et Patel a mobilisé les parlementaires et les ministres.

Les parties prenantes prenaient en charge leurs propres frais, y compris les publicités, les locaux et les rafraîchissements.

La réunion publique a lancé la campagne contre le troisième mandat. Des journaux (en particulier le journal indépendant *The Post*) s'en sont donnés à cœur joie (voir encadré). Les titres reflétaient l'impact créé lorsque des personnes respectées aux parcours très variés s'étaient vigoureusement exprimés :

Ne touchez pas à notre Constitution !

Les titres du journal *The Post* du 22 février 2001, le jour suivant la première réunion publique contre le troisième mandat du Forum Oasis, ont saisi l'humeur :

- « *KUYA BEBELE, DISENT LES ZAMBIENS A CHILUBA* » (titre de couverture du journal *The Post*)³¹
- « Mwanakatwe a pleuré en évoquant la supercherie de Chiluba » (John Mwanakatwe était le président de la dernière Commission de révision de la Constitution de 1993-1995).
- « Dipak a appelé à un vote à bulletin secret au Parlement » (Dipak Patel, parlementaire Centre indépendant de Lusaka)
- « Le débat sur le 3^e mandat est sans fondement, déclare l'archevêque Mazombwe » (l'archevêque Mazombwe, président de la Conférence épiscopale zambienne, un organe directeur des évêques catholique de Zambie).
- « N'amendez pas la Constitution, lance la LAZ aux parlementaires du MMD »
- « Chiluba ne sera plus jamais président » (a déclaré le Prof. Hansungule, un conférencier de droit basé en Suède)
- « Le gouvernement risque de perdre son statut HIPC sur le troisième mandat » (a affirmé le Révérend Père Pete Henriot, Directeur du Centre jésuite de réflexions théologiques)
- « UNZASU met Chiluba en garde contre un troisième mandat » (a déclaré Alex Simumba, le secrétaire général de l'Université de l'Union zambienne des Etudiants)
- « Aka exhorte les Zambiens à résister aux changements de la Constitution » (a affirmé Akashambatwa Mbikusita Lewanika, président du parti d'opposition Agenda pour la Zambie)
- « le Chef Nalubamba appelle la LAZ, la ZEC, et le NGOCC à lutter contre le troisième mandat de Chiluba » (un chef traditionnel de la Province du Sud).

Le Forum Oasis devait fournir une direction et galvaniser le pays. En tant qu'alliance de cinq organismes, elle ne disposait pas de secrétariat, mais a choisi le secrétariat du NGOCC comme lieu de réunion pour élaborer la stratégie. Les ressources nécessaires à la mobilisation de la population dans tout le pays provenaient des membres de l'alliance.

Au cours des deux mois suivant son lancement (mars et avril 2001), le Forum Oasis s'est développé à tout le pays et organisé des débats publics sur le troisième mandat. Il est devenu clair que la majorité des Zambiens était opposée à l'amendement de la Constitution qui permettrait à Chiluba de se présenter pour un troisième mandat. La dynamique s'est intensifiée lorsque 59 parlementaires, dont des membres du Conseil des ministres et autres poids lourds de la politique, ont signé, le 11 avril 2001, la « Déclaration de la cathédrale » au cours d'une réunion de prière à la Cathédrale Holy Cross (voir encadré).

La déclaration de la cathédrale

Nous, les soussignés parlementaires, affirmons catégoriquement que nous sommes opposés à toute tentative de conférer un troisième mandat à la Présidence au Président Dr FJT Chiluba, ce mandat étant forcé. Nous utiliserons le mandat qui nous est conféré par le peuple pour faire toute chose possible dans le cadre de la loi afin de s'assurer que la Constitution de la Zambie est conservée pour le bien des générations futures.

La Déclaration de la cathédrale, avec les signatures, a été publiée dans *The Post* le 12 avril 2001. Des signataires notables sont cités ci-dessous :

1. Le Président de la Chambre et Vice-président républicain, Christon Tembo ;
2. Le président des comités parlementaires, Frederick Hapunda ;
3. Le ministre de l'environnement, Samuel Miyanda ;
4. Le ministre de l'éducation, Godfrey Miyanda ;
5. Le ministre des Mines, Syamukayumbu Syamujaye ;
6. Le ministre adjoint de l'information, Fidelis Mando ;
7. Le ministre adjoint du commerce, Jazzman Chikwakwa ;
8. Le ministre adjoint des finances, Newton Ng'uni ;
9. Le ministre adjoint de l'environnement, Gibson Nkausu ;
10. Le ministre adjoint du gouvernement local, Dominic Musonda ;
11. Le ministre adjoint de l'éducation, Bertam Mmembe³²

La déclaration a asséné un grand coup aux chances d'amender la Constitution. Le Parlement se composait à l'époque de 150 élus et de huit membres nommés. Des amendements constitutionnels nécessitaient 106 votes. Si les 59 tenaient bon, le nombre de vote était plus que suffisant pour mettre un frein au changement.

Message unique, méthodes multiples

Le message était simple : notre constitution est sacrée, et ne doit pas être amendée par opportunisme. Des méthodes diverses ont été utilisées pour diffuser ce simple message. La société civile a adopté des stratégies très larges visant à créer une conscience des intentions de Chiluba et des implications pour la démocratie en Zambie. Des Zambiens ordinaires ont reçu l'opportunité de montrer concrètement leur défiance. Le succès de la campagne doit beaucoup aux tactiques : utiliser des médias indépendants et privés ; porter des rubans verts ; klaxonner et siffler ; fournir des plateformes de dialogue et de débat publics ; organiser des réunions pour faire pression sur les parlementaires et les membres du Conseil des ministres ; concevoir des stratégies alternatives comme des réunions d'église. Elles sont expliquées ci-dessous.

Présenter le message : Le message était facile à transmettre car il s'agissait d'une campagne à sujet unique et qu'il pouvait être simplifié pour des publics divers. Le message était présenté de telle manière que les gens liaient la pauvreté et le chômage croissants aux politiques du MMD. Par conséquent, un succès de la campagne en faveur du troisième mandat signifierait davantage de souffrance pour la population.

Utiliser des médias indépendants : Il s'agissait du genre d'histoire qui font vendre des journaux. Un espace a été fourni à la société civile et aux activistes politiques/politiciens pour diffuser leurs messages sur la folie d'un troisième mandat. Des personnes comme Patel ont acheté des espaces pour diffuser leurs messages. Des groupes de politiciens contre le troisième mandat se sont créés, comme ceux des « Membres du NEC opposés au troisième mandat » et des « Membres du MMD anti-troisième mandat ». Ces groupes ont acheté des espaces pour publier des messages comme : « Ne faites pas de Chiluba un président à vie, défendez l'heure ». ³³ Les médias eux-mêmes, ont contribué en couvrant les événements et les activités à l'encontre du troisième mandat (voir encadré ci-dessus).

Des journalistes se sont déplacés avec le Forum Oasis lors des déplacements de proximité. Les lettres et les colonnes des lecteurs ont avivé le feu.

Porter des rubans verts : Une campagne de plaidoyer était née. Les opposants au troisième mandat portaient un ruban vert au travail et ailleurs. Certains portaient des T-shirts, des casquettes et des *chitenge* (vêtement porté par les femmes de la taille aux pieds) « anti ». Tout cela constituait une forme de désobéissance civile et visait à « montrer le nombre » des Zambiens. Des estimations précises sont difficiles, mais l'utilisation de l'habillement de protestation était répandue.

Klaxonner, siffler : Une autre forme de désobéissance civile. Le Forum Oasis recommandait à tous les automobilistes de klaxonner et à tous les piétons de siffler tous les vendredis à 17h. Il s'agissait d'un symbole audible et visible d'indignation publique qui s'est produit toutes les semaines de début mars à début mai 2001, lorsque Chiluba a abandonné le combat.

Fournir des plateformes publiques : La population était impliquée par le biais de discussions et de débats publics détaillés, qui ont abouti à des rassemblements publics et à des manifestations pacifiques. La police a rendu les choses difficiles pour les manifestants, alors qu'elle autorisait sans problème les réunions et les manifestations des défenseurs d'un troisième mandat, même lorsqu'elles se déroulaient en violation flagrante de la Loi sur l'Ordre public, qui exige un préavis de sept jours. L'utilisation d'une force excessive par la police pour disperser les réunions « anti » contrastait fortement avec l'approche précautionneuse envers les rassemblements illégaux en faveur du troisième mandat. Mais de nombreuses personnes ont publiquement condamné les actions de la police et les protestataires ne se sont pas découragés. Pour éviter les affrontements avec la police, le Forum Oasis a délibérément organisé certaines réunions et rassemblements dans des lieux religieux. Une station de radio communautaire catholique de la Province Copperbelt, *Radio Icengelo*, a organisé une réunion publique en direct sur les ondes. Heureusement, le caractère sacré des églises apportait une protection, contrairement à ce qui s'est passé au Kenya dernièrement, et au Rwanda durant le génocide de 1994.

Faire pression sur les parlementaires et le Conseil des ministres : Les militants anti-troisième mandat ont fait pression sur les parlementaires et les membres du Conseil des ministres pour inciter le président à abandonner ses plans. Patel a joué un rôle clé dans la mobilisation de ses confrères parlementaires. La signature de la Déclaration de la cathédrale par certains membres principaux du MMD en avril 2001 a constitué un revers sérieux pour la faction de Chiluba. (Voir encadré ci-dessus).

Concevoir des stratégies alternatives : Lorsqu'une permission de rassemblements publics était refusée par la police, des sessions de prière et de réflexion étaient organisées via les organismes-mères des églises. Étant le seul moyen de se rencontrer sans permission de la police, la stratégie a très bien fonctionné. La confrontation avec la police a été évitée et la vénération associée à la religion a gagné la confiance de la population. Cela a aussi permis de collecter plus facilement des signatures des parlementaires lorsqu'ils étaient invités à prier. Dans l'ensemble, la mobilisation d'une masse critique a joué un rôle essentiel. L'implication de la direction politique (Conseil des ministres, parlementaires), de la direction traditionnelle, de la direction syndicale, de la direction estudiantine, de la direction de la société civile et de la direction de l'église a apporté une crédibilité à la campagne.

Défis

Du fait des enjeux politiques, la campagne a engendré des risques énormes. La polarisation entre le gouvernement et la société civile s'est intensifiée. La société civile et les chefs religieux ont été accusés de s'opposer au troisième mandat en raison de leurs propres ambitions politiques. Des membres individuels de la société ont été sujets à des attaques personnelles, dont des tentatives pour provoquer de faux accidents de la route, et certains activistes ont été suivis tandis qu'ils voyageaient dans le pays. Certains AD ont menacé de s'occuper des dirigeants de la société civile s'ils continuaient à distribuer des rubans verts. L'un des auteurs, l'activiste Simon Kabanda, a « reçu l'ordre » de sortir du district Serenje par un AD, qui avait mobilisé ses gens pour collecter les rubans verts sur toutes les personnes en portant un.

Chiluba abandonne la tentative de troisième mandat

Tandis que la pression montait, Chiluba a annoncé à la nation le 4 mai 2001 qu'il n'allait pas se présenter à un troisième mandat, et a appelé à clore tout le débat sur le sujet. En désespoir de cause, il a rapidement nommé Levy Mwanawasa comme candidat présidentiel officiel du MMD. L'intention était de nommer un protégé qui ferait ce qu'il lui dirait de faire tandis que Chiluba deviendrait le pouvoir derrière la scène en tant que président du parti. Ce stratagème s'est finalement retourné contre lui, car le régime de Mwanawasa a poursuivi Chiluba une fois démis de sa fonction.

La capitulation de Chiluba a constitué un triomphe pour la société civile. Cela a montré ce qui pouvait être fait par une communauté vigilante qui s'exprime d'une voix sur les questions cruciales. Des politiciens et des employés du gouvernement ne peuvent pas à eux seuls assurer une bonne gouvernance, la démocratie et le respect des droits de l'Homme. La société civile doit les observer, les encourager et les cajoler constamment.

Leçons

- **Développer des coalitions** : L'engagement stratégique des partis politiques et des parlementaires d'opposition était utile. Bien qu'elles aient pu avoir des agendas différents, toutes les parties prenantes ont travaillé en tant qu'alliés stratégiques sur cette question. Par exemple, Chiluba a secrètement promis à plusieurs personnes de son Conseil des ministres que chacun serait son successeur, mais qu'il avait besoin d'un troisième mandat pour les préparer. Il a demandé à chacun de garder le secret. Lorsqu'ils ont révélé cette chicanerie, ils ont décidé de s'opposer collectivement au troisième mandat. Bien sûr, la présidence les intéressait aussi.
- **Garder un message simple et puissant** : La campagne anti-troisième mandat était basée sur des questions par rapport auxquelles les gens pouvaient s'identifier. Des niveaux plus élevés de pauvreté et de chômage ont rendu les gens sensibles au message de la campagne. Les syndicats étaient motivés pour rejoindre leur mouvement syndical affaibli.
- **Questions de direction** : Le Forum Oasis a offert une direction bien définie. Ses membres ont ajouté des valeurs claires et solides. L'église a apporté une crédibilité au processus et ses structures ont facilité les activités de proximité dans le pays. Tandis que l'association de droit apportait une expertise juridique, le mouvement des femmes facilitait l'activisme des femmes.
- **Les chefs religieux ont ajouté une dimension morale** : On ne peut pas sous-estimer le rôle de l'église dans une telle lutte. Elle est une alliée importante et fiable. Les groupes d'églises et de la société civile ont travaillé en étroite collaboration au Malawi et en Zambie. Tout comme les organismes-mères d'églises ont démarré la campagne en Zambie grâce à une déclaration conjointe, la Conférence des évêques catholiques du Malawi a joué un rôle similaire, en publiant une lettre pastorale condamnant l'idée d'un troisième mandat.
- **Mobiliser les masses** : La mobilisation de la population dans tout le pays a constitué un facteur crucial. Il ne s'agissait pas seulement de quelques ONG basées dans la capitale. Les activités de proximité dans tout le pays ont contribué à la crédibilité de la campagne. D'autres organismes de la région ont aussi tiré des leçons de ce succès. Ainsi, l'équipe des OSC du Malawi est venue en Zambie pour apprendre la manière d'empêcher leur propre président de se présenter à un troisième mandat.
- **Obtenir et conserver la faveur des médias** : L'implication stratégique de médias indépendants et dynamiques était significative. Le rôle des médias est un facteur clé du succès d'une telle campagne.

Nourrir la pensée

Finalement, cette expérience offre des conseils précieux aux OSC envisageant une implication dans des processus comme le Mécanisme africain d'évaluation par les pairs (MAEP).

- Insister sur le fait que les ONG composent la majeure partie du Conseil national de gouvernance (CNG) du MAEP qui dirige le processus national. La société civile devrait diriger le processus, et s'assurer qu'il dispose

de règles et de principes écrits clairs. Pousser le CNG à être vraiment inclusif, représentatif et participatif ; sa composition doit être large et inclure des représentants des entreprises, des syndicats, des associations d'agriculteurs, des groupes de genre/femmes, des organisations estudiantines et des groupes de jeunes, des organisations d'handicapés physiques, des organisations d'églises et d'autres organisations religieuses. La représentation de la société civile est essentielle, bien que l'expérience de l'île Maurice, du Kenya et de l'Afrique du Sud prouvent que la simple représentation n'est pas suffisante. Davantage doit être réalisé pour atteindre les objectifs du MAEP. [NOTE : Comme quoi ? Encore une pensée non finie.] Idéalement, le CNG devrait être dirigé par un président indépendant.

- Faire pression sur les politiciens pour qu'ils prennent le MAEP au sérieux et s'assurent que tous les problèmes du pays sont franchement soulignés. Engager les partis d'opposition via leurs secrétariats et réunions parlementaires, en prenant exemple sur l'expérience ghanéenne. Au Ghana, le gouvernement a approché les partis politiques de l'opposition pour éviter toute suspicion concernant une manipulation éventuelle de sa part sur le conseil de gouvernance. Il les a briefés sur ses plans, et a discuté des choix possibles d'adhésion au CNG. Les OSC pouvaient utiliser des plateformes de dialogue existantes comme le Centre zambien pour le dialogue entre les partis pour atteindre un consensus sur l'avenir de l'évaluation par les pairs et développer la confiance envers les acteurs politiques.
- Permettre des consultations au niveau national en fournissant des plateformes pour l'engagement, le dialogue et le débat publics et l'utilisation des médias. Pour réaliser une consultation publique efficace du MAEP, il n'est pas suffisant de nommer des représentants au CNG. Le conseil doit lui-même affecter du personnel et du temps pour développer une base de données des organisations et des personnes clés et des informations en vue d'un exercice de mobilisation de masse. Les conseils kenyan et ghanéen ont embauché du personnel dédié. Lorsque cela est nécessaire, employer des activités de pression comme des rassemblements, bien que cela doive être une campagne durable jouissant d'un soutien de masse. Présenter le message simplement pour attirer les personnes ordinaires et utiliser les langues locales.
- Mobiliser d'autres ONG pour participer et pour présenter des propositions écrites sur les questions clés.
- Organiser des événements pour solliciter des apports et montrer l'intérêt ou le mécontentement.
- Intéresser les médias, en rendant publics les principes et en soulignant les questions essentielles de gouvernance, et non pas uniquement les événements-spectacles.
- De l'endurance et un engagement sont importants. Le processus peut durer des mois ou des années.
- Lien proposé sur les changements politiques aux promesses ou normes constitutionnelles que le pays s'est engagé à respecter au niveau international.

Endnotes

- 1 Constitution de la République de Zambie, article 129.
- 2 *Times of Zambia*, 2 décembre 1999, p.1.
- 3 *Ibid.*
- 4 *The Post*, 14 mars 2001, p. 2.
- 5 *The Post*, 14 mai 2001, p. 8.
- 6 *The Post*, 15 mars 2001, p. 1,4.
- 7 *The Post*, 3 avril 2001, p. 3.
- 8 Commentaire d'Angel Mumba, *The Post*, 25 avril 2001, p. 12.
- 9 *The Post*, 9 mars 2001, p. 11.
- 10 *The Post*, 8 février 2001, p. 5.

- 11 Par exemple, le Chef Kanyesha du district Mkushi dans la Province centrale a déclaré à l'un des co-auteurs, Simon Kabanda, que l'AD lui avait rendu visite la nuit précédente pour obtenir sa signature, afin d'accepter la décision du gouvernement d'augmenter la subvention mensuelle accordée aux Chefs.
- 12 Kabanda était avec les chefs traditionnels dans la Province Copperbelt pour participer à un atelier sur les droits de l'Homme, la démocratie et le développement au nom de l'ONG Femmes pour le changement (WfC). Malheureusement pour le fonctionnaire récoltant les signatures, un seul chef a signé. Le second a refusé, et a conservé le document, disant qu'il souhaitait une clarification de la part des organisateurs de l'atelier. Au cours du petit déjeuner le matin suivant, le Chef a demandé à Kabanda pourquoi il avait envoyé quelqu'un dans la nuit pour collecter des signatures. C'est ainsi que la WfC a su ce qui se tramait.
- 13 Cela s'est produit au cours d'un autre atelier organisé par la WfC pour les chefs traditionnels dans la Province centrale. Kabanda a participé au « dîner ».
- 14 *The Post*, 15 mars 2001, p. 4.
- 15 *The Post*, 15 février 2001, p. 7.
- 16 *Ibid.*, 19 février 2001, p. 6.
- 17 *Ibid.*, 15 novembre 2000, p. 3.
- 18 *The Monitor*, 26 janvier - 1 février 2001, pp. 1-2.
- 19 *The Post*, 7 février 2001, p. 7.
- 20 Affirmé par le parlementaire de l'UNIP Lucas Phiri en janvier 2001, et rapporté dans *The Monitor*, 26 janvier - 1 février 2001.
- 21 *The Post*, 13 février 2001, p. 3.
- 22 *Ibid.*, 15 février 2001, p. 2.
- 23 *Ibid.*, 8 février 2001, p. 6.
- 24 *Ibid.*, 12 février 2001, p. 1.
- 25 *Ibid.*, 15 février 2001, p. 1.
- 26 *The Monitor*, 26 janvier - 1 février 2001, pp. 21.
- 27 Le NGOCC était un organisme parapluie pour les organisations de femmes. Il est réputé pour ses activités de proximité au niveau local, avec une adhésion d'ONG et d'organisations communautaires.
- 28 Les trois organismes-mères d'églises représentent la majorité des églises chrétiennes du pays : ZEC pour les catholiques, CCZ pour les églises protestantes et EFZ pour les fondamentalistes. ICOZ, le nouvel organisme mère d'églises qui a été créé au cours de la campagne anti-troisième mandat, représente les églises pentecôtistes.
- 29 *The Post*, 20 février 2001, p. 2.
- 30 Bien que WfC était membre du NGOCC, son rôle dans la campagne anti-troisième terme était indépendant du fait de la façon dont elle a mobilisé les chefs traditionnels et les communautés locales.
- 31 *Kuya bebele* est de l'argot local adopté durant la campagne pour la démocratie multipartite au début des années 90. Il a envoyé un message au Président Kaunda signifiant que son temps était révolu. Il combine deux verbes, s'en aller et dire. Traduit littéralement, il signifie « Les gens ont dit qu'il était temps de s'en aller ».
- 32 *The Post*, 12 avril 2001, p. 1.
- 33 L'heure - un slogan utilisé par le MMD depuis sa création en 1991 qui symbolise le temps du changement : « L'heure est venue ».



Perspectives africaines. Discernements mondiaux.

**Institut Sud-africain des Affaires Internationales
PO Box 31596, Braamfontein, 2017, Afrique du Sud
Tél.: +27 11 339-2021 · Fax: +27 11 339-2154
www.saiia.org.za · info@saiia.org.za**